



PHILIA +

PROTECTION DE LA JEUNESSE : AGIR AVEC LE JEUNE

## FICHE OUTIL

# Un premier exemple de pratique pédagogique centrée sur la résolution de problème...

Cette fiche a été réalisée par QPI (Portugal)



Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne.

Cette publication n'engage que son auteur et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.



## EXTRAIT, adapté et traduit, de :

**Marques, E.M., Quieroz, M.C. (2014). *A Teoria do Habitus para a prática do serviço social. Uma experiência de investigação-ação ao serviço da inclusão. Porto : Afrontamento***

Contrairement aux lignes d'orientation et suggestions méthodologiques mentionnées dans le programme officiel de la discipline de Portugais, la pédagogie adoptée par l'enseignante dans ses cours traduit une conception de l'éducation qui restreint la culture à la familiarisation avec les œuvres classiques, oubliant le développement de compétences qui permettent de faire face, avec dignité, avec sens critique et intelligence aux diverses situations de la vie.

La preuve en est son mode d'aborder les différents « prototypes de texte », à savoir le texte argumentatif, le texte narratif – descriptif, le texte lyrique et le texte épique. Se limitant à transmettre des connaissances théoriques au sujet des caractéristiques qui définissent chacun de ces types de texte, l'enseignante n'a pas cherché à transposer ces connaissances à des situations et actions concrètes. Elle n'a fait que transmettre des informations inscrites sur des fiches de travail qui réunissaient des concepts sans articulation entre eux et sans un quelconque rapport avec le monde concret et la vie quotidienne. (...)

Malgré les efforts de la professionnelle de Qpl pour que l'enseignante cherche à stimuler les jeunes à parler des diverses situations de la vie quotidienne où il est nécessaire d'argumenter, l'enseignante tendait à dévaloriser les apports qui rapprochaient la matière à l'étude des problèmes concrets de la vie réelle, montrant qu'elle considérait le rapport pragmatique au savoir comme de moindre intérêt. (...) Le texte présenté pour illustrer le prototype du texte argumentatif fut extrait d'un conte de Eça de Queiroz, comportant un niveau élevé d'abstraction et écrit dans une langue pas du tout familière, encore que son contenu aurait pu faire le lien avec des réalités que les élèves connaissent. Mais ce que l'enseignante ne fut pas capable de faire, ce fut d'établir un rapport avec les réflexions de l'auteur à propos des personnes qui, bien qu'imbues d'un savoir doctoral, connaissent très peu de choses de la vie. Le texte d'Eça de Queiroz aurait pu susciter un vif intérêt chez les jeunes si l'enseignante avait eu la sensibilité d'établir un rapport avec la connaissance de la vie qu'ont ceux qui, bien que moins érudits, font l'expérience de facettes inaccessibles à ceux qui vivent entourés de tous les comforts. (...)

Elle révélait ainsi un problème crucial dans la transmission de la connaissance et du patrimoine culturel, notamment le patrimoine littéraire. Il s'agit du problème que les psychologues qui étudient le phénomène de l'apprentissage mentionnent comme étant la nécessité d'intégrer une connaissance nouvelle dans une matrice déjà existante. Sans articulation entre une nouvelle connaissance à acquérir et des connaissances déjà incorporées, sans recherche de



possibles expériences utilisables comme illustrations empiriques, encore que partielles, des raisonnements, réflexions et propositions inscrites dans les nouvelles connaissances, l'apprentissage est sévèrement compromis. À titre d'exemple, l'approche des deux textes littéraires choisis par l'enseignante pour démontrer en quoi consiste un texte argumentatif aurait dû commencer par mettre l'accent sur l'actualité de leurs contenus, d'autant plus qu'ils abordent des situations présentes dans la vie des jeunes. Démontrer que ce qui est dit dans une langue élaborée qui n'est pas familière se rapporte à des problèmes qu'ils sentent dans leur chaire est la première condition pour qu'ils puissent attribuer une signification aux textes et découvrir que, finalement, les auteurs parlent de la vie, souvent même de vies encore plus maltraitées, et des injustices sociales qu'ils connaissent de l'intérieur.

Face au climat de profond désintérêt et retrait dans la salle de cours qui, assez souvent, stimule des conduites bien éloignées de celles d'une coexistence civilisée, la professionnelle qui accompagne le groupe dans son quotidien scolaire a cherché à « accrocher » les jeunes, en organisant, en horaire extérieur aux cours, une recherche sur l'un des auteurs qui a fini par susciter le thème du Revenu Social d'Insertion. Les jeunes associèrent la situation de leurs familles et de nombreuses personnes qu'ils connaissent à la misère et au discrédit qui, à l'époque de l'auteur en question, frappaient les indiens et les noirs. Il en ressortit l'idée de proposer à l'enseignante d'organiser plusieurs cours autour d'un débat sur cette mesure de politique sociale.

Mais comme les contenus étaient centrés sur la compréhension de ce qu'est un texte argumentatif, elle a suggéré de commencer par voir le film « The Great Debaters » afin d'induire l'implication émotionnelle des jeunes et de rendre ainsi la question significative. Le film a ce potentiel et il n'a pas fallu beaucoup d'efforts pour que les jeunes se concentrent et en comprennent l'essentiel.

Après avoir vu le film, les jeunes furent invités à penser sur les questions suivantes :

« Qu'est-ce qu'argumenter ? »

« Pourquoi est-il important de savoir argumenter ? »

« Dans quelles situations de la vie quotidienne, avons-nous besoin de savoir argumenter ? »

Nous avons recueilli les réponses suivantes : « Nous pouvons argumenter pour convaincre les autres » ; « pour défendre nos idées et nos droits » ; « pour être respecté par les autres, si nous utilisons les mots d'une façon correcte » ; « savoir argumenter nous fait sentir plus forts, plus confiants » ; « les personnes qui ne savent pas argumenter ont souvent recours à la violence » ; « si nous ne savons pas argumenter nous pouvons être licenciés ou alors ne pas être retenus lors d'un entretien d'emploi » ; « c'est important de savoir argumenter lorsque nous allons traiter d'une question à la banque ou auprès du fisc » ; « quand nous lisons une information dans le journal » ; « quand un père doit éduquer ses enfants et veut les convaincre



de quelque chose ... » ; « quand nous discutons ou même quand nous bavardons avec un ami ou notre copine ».

Par la suite, le défi leur a été lancé d'organiser un débat, semblable à celui qui est présenté dans le film. L'enseignante propose que le thème à discuter soit celui de « la religion et la science » et suggère la lecture d'un texte sur Galilée pour la préparation du débat.

Les élèves manifestèrent leur désaccord et explicitèrent leur volonté d'avoir un débat sur un thème plus significatif dans leur vie : « Je ne sais même pas qui était Galilée ? » ; « De cette façon, nous allons de nouveau avoir des notes négatives ... on pourrait travailler quelque chose de plus intéressant .... Des questions qui nous touchent ... » ; « Oh, Professeur, pourquoi est-ce que vous choisissez toujours des choses si bizarres ? » ; « on pourrait parler de choses plus actuelles .... On parle tout le temps de choses du passé ... je ne comprends pas ».

L'enseignante finit par abandonner la suggestion et, après un inventaire des problèmes de la société actuelle, les jeunes se montrent favorables à une réflexion sur le Revenu Social d'Insertion (RSI), prenant comme point de départ la thèse très courante selon laquelle cette mesure réduit la motivation pour travailler.

Deux groupes furent formés, l'un responsable de la réunion d'arguments en faveur de la thèse énoncée et l'autre ayant la fonction de la réfuter. Divers documents furent disponibles, des articles de journaux, la législation, des extraits d'études sur le RSI et le phénomène de la pauvreté, et l'on suggéra aux jeunes de les lire et de commencer par prendre note des contenus en rapport avec la polémique.

Ils manifestèrent tous beaucoup de difficultés dans ce travail, copiant des phrases déconnectées, retirées des documents consultés, sans en capter le sens ou, alors, sans les organiser et les enchaîner de façon à les rendre compréhensibles. Après une réflexion sur ces premières approches assez chaotiques, ils finirent par organiser les principales thèses sur la question.

En faveur de l'idée que le RSI installe la démotivation pour le travail et conduit les individus à une situation de dépendance, les jeunes alignèrent les arguments suivants : « les gens ont un minimum de subsistance assuré et cela les dispense de chercher du travail » ; « de nombreuses personnes trompent le système et obtiennent une prestation à laquelle ils n'ont pas droit » ; « selon un graphique que nous avons vu dans une étude de l'Université Catholique nous pouvons conclure que travailler n'en vaut pas la peine parce que la valeur du travail et celle du RSI ne sont pas très éloignées l'une de l'autre » ; « la Sécurité Sociale n'a pas le contrôle sur le RSI parce que les gens reçoivent l'argent et rien de plus » ; « comme le dit le premier ministre, nous devons discuter la manière d'utiliser l'argent public. Je me demande si une personne qui reçoit le RSI sera motivée pour travailler plus tard ? Non, moi, certainement comme beaucoup d'autres, si je recevais un revenu sans travailler je préférerais ne pas travailler » ; « le RSI retire la volonté de travailler, puisque le budget est garanti tous les mois et comme il n'y a pas beaucoup de contrôle de la part de la Sécurité Sociale, étant



donné le grand nombre de cas, les individus choisissent de rester chez eux au lieu d'aller rechercher un emploi. Comme les utilisateurs du RSI le savent, ils doivent faire une formation ou alors trouver un emploi. Beaucoup de ces gens font une formation pour qu'on ne leur coupe pas le RSI. Mais quand ils terminent la formation ils ne recherchent pas d'emploi ou inventent des excuses pour rester chez eux et se justifient en disant que l'emploi est rare et très difficile à trouver avec leur niveau de scolarité. »

Contre la thèse du Revenu Social d'Insertion comme incitation à la paresse, les arguments réunis soulignent qu'« il existe des personnes dans ce pays qui sont contre le RSI. Beaucoup d'entre elles disent qu'il y a des citoyens qui reçoivent le RSI et n'y ont pas droit parce qu'ils travaillent et gagnent bien leur vie. Mais la faute en est à la Sécurité Sociale et aux institutions qui ne contrôlent pas ceux qui y ont droit et ceux qui n'y ont pas droit » ; « que beaucoup de personnes sont pauvres parce que l'Etat ne donne pas d'appui suffisant en-dehors du RSI » ; « que le RSI est principalement une mesure de distribution de la richesse et sert à rendre le pays plus juste, c'est-à-dire à diminuer les différences entre les riches et les pauvres » ; que « dans de nombreux cas, pour ne pas dire dans la majorité des cas, le RSI aide à peine à maintenir des conditions de vie minimales pour ses bénéficiaires » ; que, « en alliant l'amélioration des conditions de vie avec l'élévation personnelle et l'intégration sociale, nous pouvons conclure que le revenu produit des effets positifs de grande amplitude sur la vie de ceux qui en bénéficient. Toutefois, même si c'est une aide importante, il n'est pas suffisant pour retirer de façon permanente les personnes de la pauvreté, étant donné le nombre et l'ampleur des difficultés qui affectent la vie des personnes » ; que « de fait, il est de plus en plus important que tous aient conscience de la dimension du problème » ; que « seulement les personnes qui ont un accord d'insertion sociale peuvent recevoir le RSI. Si le titulaire refuse une offre d'emploi ou de formation professionnelle, sans justification valable, le centre d'emploi doit communiquer immédiatement à l'entité compétente de la Sécurité Sociale et le titulaire est sanctionné par la cessation de la prestation » ; que « le RSI aide une mère célibataire à éduquer ses enfants » ; que « seulement 22% des bénéficiaires parviennent à trouver un emploi à la fin d'une année. S'il y avait des emplois pour tous, cela pourrait avoir un sens de dire qu'il n'y a que ceux qui ne veulent pas le faire qui ne travaillent pas. Mais ce n'est pas la situation réelle. Comment est-ce que les gens peuvent vivre s'il n'y a pas d'emploi ? »

Le travail de reconstruction et perfectionnement des arguments écrits par les jeunes fut conduit et organisé grâce à un débat durant lequel on a cherché à ce qu'ils approfondissent leur connaissance du phénomène de la pauvreté. À partir d'un ensemble de questions, il leur fut demandé d'écrire un texte final dont la rédaction collective fut dynamisée durant plusieurs cours, dans un climat de plus grande coopération et harmonie entre les élèves comme entre élèves et enseignante.



« Est-ce que recevoir une prestation sociale résout le problème de la pauvreté ? Est-ce que l'assistance économique donnée aux familles en difficulté est suffisante pour assurer leur réinsertion sociale ? » ; « les gens sont responsables de leur propre pauvreté ? » ; « les chômeurs le sont parce qu'ils le veulent ? » ; « est-il possible d'éliminer le chômage ? » ; « comment améliorer l'emploi ? » ; « est-il possible d'éliminer la pauvreté ? »

Voici le texte final :

« Le RSI peut diminuer la motivation pour travailler parce que la Sécurité Sociale n'a pas investi suffisamment dans le travail avec les bénéficiaires. Par exemple, au lieu de dépenser de l'énergie et de l'argent à distribuer des prestations financières, il est nécessaire d'investir plus dans la qualification des individus qui n'ont pas encore trouvé une place dans le monde du travail. De fait, selon l'étude de Amilcar Moreira (journaliste du Diário de Notícias), seuls 22% des bénéficiaires parviennent à trouver du travail à la fin d'une année et, ainsi, à conquérir une certaine autonomie. Nous savons que notre pays a des taux élevés de chômage, mais nous savons aussi qu'il y a un manque de travailleurs qualifiés. Ne serait-il pas, alors, beaucoup plus important d'investir dans la création d'opportunités pour que les personnes obtiennent un emploi plutôt que de dépenser l'argent en subsides qui ne permettent pas d'avoir une vie digne ?

Si les individus n'ont pas la possibilité d'augmenter leurs qualifications professionnelles, ni ne parviennent à avoir un travail, que devons-nous faire ? Nous devons les laisser mourir de faim ? Si la Sécurité Sociale ne parvient pas à aider à changer la vie des personnes, comment celles-ci peuvent-elles sortir de la situation dans laquelle elles se trouvent ?

Il y a des gens, dans ce pays, qui sont contre l'attribution du RSI. Beaucoup disent qu'il y a des citoyens qui reçoivent le RSI sans y avoir droit parce qu'ils ne veulent pas travailler. Mais les véritables responsables de ces situations sont les gouvernants. De fait, au long de notre histoire récente, il n'y a pas eu d'investissement dans la création de plus d'emplois, dans le développement d'un système éducatif de qualité, dans le développement de la citoyenneté et du civisme. Le pouvoir économique s'intéresse plus à l'obtention de profits qu'aux personnes. C'est pour cela qu'il n'hésite pas à délocaliser les usines vers des pays où la main d'œuvre est bon marché ou à recourir à l'utilisation de technologies qui rendent des milliers et des milliers de personnes inutiles. Elles ne sont plus nécessaires pour l'économie. Mais comment pourront-elles vivre ? Au Portugal les inégalités entre pauvres et riches sont plus accentuées que dans la grande majorité des pays européens.

C'est important que tous aient conscience que les personnes n'ont pas toutes les mêmes opportunités. C'est important que tous se rappellent qu'il y a des enfants qui naissent dans des familles pauvres, qui ont des parents qui n'ont pas eu l'occasion de faire des études, qui sont victimes de maladies ou de graves accidents ou dont les parents se perdent dans la consommation d'alcool ou de drogues.



C'est vrai que nous devons utiliser l'argent public de façon responsable. Mais pour cela il faut que le Revenu Social d'Insertion soit accompagné, comme le dit la loi, d'autres mesures qui aident effectivement à résoudre les problèmes des personnes. Par exemple, les personnes porteuses de maladies graves qui ont besoin de médicaments et de traitements médicaux constants, si elles ne sont pas convenablement soignées, ne pourront pas avoir une vie normale de travail. Les familles qui habitent dans des lieux dominés par des marginaux ont de grandes difficultés à éduquer leurs enfants et à les retirer à l'influence négative des gangs. Pour les familles qui n'ont pas les moyens pour placer les enfants dans des jardins d'enfants, qui n'ont pas les connaissances nécessaires pour aider leurs enfants à étudier, les opportunités d'accès à la formation sont très limitées.

Le revenu garanti ne conduit pas obligatoirement à une accommodation à la situation de dépendance. S'il y a un contrôle et, surtout, si l'on crée des conditions de changement, d'authentiques opportunités d'arracher les personnes à cette situation, alors nous pourrions dire que ceux qui n'acceptent pas le programme d'insertion doivent être exclus. Mais responsabiliser tous les pauvres pour leur carence économique signifie ignorer les grandes inégalités d'opportunités qui existent dans notre société.

Nous sommes d'accord que l'on ne doit et l'on ne peut continuer à dépenser l'argent public avec des personnes qui ne prétendent pas travailler pour gagner leur vie. Mais nous ne devons pas ignorer qu'il y a des milliers et milliers de personnes qui n'ont purement et simplement aucune opportunité de travailler, que beaucoup d'entre elles ont un salaire insuffisant pour faire face à des besoins aussi fondamentaux que, par exemple, avoir un logement digne, un repas quotidien, des soins d'hygiène, etc.

Le RSI n'est pas une mesure sans règles ! Les bénéficiaires doivent avoir un projet d'insertion sociale, c'est-à-dire, qu'il doit y avoir un plan pour chacune de ces personnes.

Plus encore ! Si les utilisateurs refusent, sans justification, une offre d'emploi ou de formation professionnelle, la prestation est cessée.

Si l'on prend en compte ces règles, il est difficile de penser qu'il y a des personnes qui peuvent s'accommoder toute la vie au RSI, à moins qu'il y ait incompétence des professionnels qui contrôlent l'attribution de la mesure. Est-il juste que les plus défavorisés soient pénalisés en raison de l'inefficacité des institutions sociales et politiques ?

Il n'est pas possible de vivre rien qu'avec le RSI. Cette mesure permet aux personnes qui font face à des situations difficiles de survivre. Le RSI permet à une mère au chômage, par exemple, d'organiser sa vie et de pouvoir participer à l'éducation de ses enfants. Il permet à ceux qui n'ont pas eu l'opportunité d'étudier, de faire une formation qui leur assure des atouts sur le marché du travail. Il permet qu'un toxicomane fasse un traitement et reconstruise sa vie.



## Conclusion :

Ce n'est pas la mesure qui démotive les individus pour le travail. Ce qui peut les démotiver c'est une mauvaise exécution de la mesure. Qu'est-ce-que cela veut dire ? Cela veut dire que quand la Sécurité Sociale se limite à attribuer un subside sans prendre soin d'organiser les transformations nécessaires, comme, par exemple, promouvoir la qualification professionnelle et l'emploi, alors, nous pouvons conclure que le RSI sert à appuyer les personnes les plus maltraitées par la vie et seulement à éviter qu'elles meurent de faim. Rien de plus.

Les professionnels qui gèrent l'attribution du RSI doivent travailler pour que ceux qui le reçoivent puissent un jour travailler pour gagner leur vie et non vivre dans la dépendance d'un subside toute leur vie. Il faut investir plus dans les écoles ... et former mieux les personnes pour les aider à avoir une vraie profession. Nous avons beaucoup aimé lire cette phrase de Gandhi : « la pauvreté est la pire forme de violence que l'on peut exercer sur quelqu'un ». Abandonner quelqu'un à la misère est une agression violente contre cette personne. Une personne pauvre est exclue de tout le confort matériel mais pas seulement. Elle est aussi exclue du savoir, de la possibilité de se défendre, d'avoir la reconnaissance de la société, de se sentir maîtresse de sa propre vie...

Comme dans le film, nous pouvons lancer aux opposants au RSI le défi de répondre à la question suivante : « Trouvez-vous bien que les pauvres demeurent pauvres pour toujours ? » Qu'en pensez-vous ?»

Le débat à propos du Revenu Social d'Insertion a suscité chez les jeunes un intérêt et une implication qui n'avaient jamais été vérifiés lors des nombreux cours pendant lesquelles les questions étaient systématiquement lancées de façon stéréotypée, privilégiant les formes au détriment des contenus et des significations que ces mêmes contenus assument pour les élèves.

